

Infos Gaza 705 bis

Les réfugiés de Gaza apprennent par SMS la suspension de leur aide alimentaire

vendredi 4 avril 2014 - Rami Almeghari - The Electronic Intifada



Naima Abu Hasanin a reçu un texto l'informant qu'elle ne recevra plus d'aide alimentaire.

C'est l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine, qui a, par voie d'un texto, informé cette célibataire d'âge moyen, originaire de la ville de Rafah, qu'elle ne faisait plus partie de la classe pauvre.

Une information qui la rend perplexe : comment l'agence est-elle arrivée à cette décision ? Quelques semaines auparavant, Abu Hasanin a été invitée à répondre un questionnaire soumis par l'UNRWA, relatif à l'examen et de ses conditions de ses ressources. Elle explique : « Dans cette unique pièce qui compose la maison, cette table est là depuis une éternité, depuis l'époque de ma défunte mère, puisse-t-elle reposer en paix. Ce réfrigérateur est vieux et usé. Sa porte ne s'ouvre et ne se referme plus, mais pour y remédier, j'ai réussi à la fermer avec un verrou de porte standard, regardez combien il est rouillé. Est-ce parce que ma maison est bien rangée que je se suis considérée comme étant riche ? »

L'UNRWA fournissait la farine, l'huile de cuisson, le sucre et la viande en conserve à Abu Hasanin. Mais à compter du mois d'avril, cette aide sera interrompue.

Incapable de trouver un travail régulier, Abu Hasinin dépend de l'assistance qu'elle reçoit de l'autorité locale afin de payer ses factures de chauffage et d'épicerie. L'aide alimentaire de l'UNRWA a aidé à compléter cette assistance.

D'autre part, et bien qu'elle ne possède que quelques biens, elle se considère chanceuse de ne pas devoir louer une maison grâce à celle qu'elle a héritée de ses parents.

Abu Hasinin fait désormais partie des milliers de personnes de Gaza confrontées à la suspension de l'aide alimentaire.

La décision de couper l'aide alimentaire intervient dans une période où la pauvreté dans la Bande de Gaza ne cesse d'augmenter. Les données de l'UNRWA indiquent que la proportion des ménages considérées comme étant dans une situation de « précarité alimentaire » à Gaza a augmenté de 44% en 2011 à 57% en 2012.

Toutefois, en raison de contraintes financières, l'agence se débat pour maintenir ses services. En décembre dernier, l'UNRWA a reconnu que son budget pour 2014 connaît un déficit de trésorerie estimé à \$US 65 millions. Plus de 800.000 personnes reçoivent déjà l'aide alimentaire de l'UNRWA, un chiffre appelé à la hausse pour atteindre 1 million cette année (« ONU : Presque 1 million de Gazaouis auront besoin d'une aide alimentaire en 2014, » *Haaretz*, 18 décembre 2013.)

Pour Adnan Abu Hasna, porte-parole de l'UNRWA, les problèmes ont été exacerbés par le blocus imposé par Israël et la destruction de l'Égypte des tunnels grâce auxquels, beaucoup de produits de première nécessité entraînent à Gaza : « Actuellement, notre travail consiste à trouver les plus nécessiteux dans la population pour leur apporter notre aide. »

D'après Abu Hasna, l'agence sera très attentive aux recours des personnes qui ne bénéficieront plus de l'aide et examinera les plaintes, cas par cas.

En effet, nombreux sont les Gazaouis qui se sont plaints des critères adoptés par l'agence dans le cadre de son examen des ressources.

Cherche travail désespérément

Zeinab al-Braim vit avec sa famille dans un entrepôt partiellement construit, dans la ville de Bani Suheila. Son époux travaillait sur la frontière avec l'Égypte mais depuis la destruction des tunnels, l'été dernier, il se retrouve sans emploi.

Zeinab a, elle aussi, reçu un message texte l'informant que son aide alimentaire allait être suspendue. Le message intervient à la suite de la visite des représentants de l'agence.

Elle explique à *Electronic Intifada* : « L'assistante sociale de l'UNRWA était assise sur ce lit, en train regarder autour et visualiser les moindres détails de la maison pour tout écrire sur une feuille. »

Al-Braim pense que la décision de l'agence d'interrompre l'aide alimentaire à la famille est motivée par le fait que cette dernière possède un vieux réfrigérateur offert par ses parents.

« Je suis au chômage malgré mon diplôme universitaire. Je cherche désespérément un travail, même temporaire, » déplore-t-elle.

Je suis allé au camp de réfugiés de Nuseirat, au centre de Gaza. Là-bas j'ai rencontré Hussam al-Issawi qui accuse l'UNRWA de superviser une « injustice ».

Il a ajouté : « l'UNRWA doit être responsable de notre bien-être et assurer notre aide car nous sommes un peuple dont la patrie a été occupée. »

Al-Issawi a, pendant la décennie passée, souffert de sérieux problèmes et complications cardiaques. Pour le chômeur qu'il est, l'aide alimentaire de l'agence est vitale pour sa survie.

Le porte-parole de l'UNRWA a informé *Electronic Intifada* que l'agence s'attend dans les mois à venir à une hausse de 20% des demandeurs d'aide alimentaire « portant le nombre total des réfugiés nécessiteux à un million ; un chiffre jamais atteint depuis des décennies. »

Et d'ajouter que l'UNRWA se penche actuellement sur la mise en œuvre des résultats de son enquête sur la pauvreté.

Il a par ailleurs souligné que l'UNRWA a « informé 58.736 familles qu'il y aura des changements de statut par rapport à l'aide alimentaire, soit positivement soit négativement. »

« 34.258 familles ont été informées que l'agence réduira ou cessera définitivement l'aide qu'elle leur procure, alors que 24.478 autres familles ont été informées qu'il y aura un changement de statut positif en leur faveur, c'est-à-dire que leur assistance va augmenter. »

Abu Hasna a expliqué que 46.838 familles ont reçu la notification qu'aucun changement ne touchera leurs statuts, et que l'aide qu'elles avaient l'habitude de recevoir sera maintenue.

Il a ajouté que 7.480 nouvelles familles font désormais partie de la liste des personnes devant bénéficier d'une distribution alimentaire début avril : « Toutes les mesures ont été prises afin de cibler les personnes qui sont vraiment dans le besoin, et pas en raison des restrictions budgétaires. »

Shukri al-Arouqi, qui siège au comité de l'Organisation de Libération de la Palestine en charge de la question des réfugiés, a pris part aux manifestations organisées devant les bureaux de l'UNRWA dans plusieurs camps de réfugiés de Gaza.

Il a expliqué à *Electronic Intifada* que l'actuelle suspension des rations alimentaires opérée par l'UNRWA a privé pas moins de 5000 familles réfugiées pauvres de leur droit au coupon « jaune » qui représente le double de la valeur du coupon « blanc ».

Pour rappel, le coupon « jaune » fournit tous les trois mois à l'individu la farine, le sucre, le riz, l'huile de cuisson, le lait en poudre et la viande en conserves.

Al-Arouqi a ajouté que le nombre de familles bénéficiaires du programme d'aide alimentaire de l'UNRWA serait de l'ordre de 60.000 vers la fin de 2014.

« Nous sommes certains que l'interruption de l'aide se poursuivra car nous avons appris que l'UNRWA est en train d'examiner 13.000 cas, » fit-il remarquer.

Et de conclure : « Nous allons intensifier nos protestations jusqu'à ce que le droit de chaque individu au programme alimentaire soit rétabli. »



* **Rami Almeghari** est journaliste de la presse (écrite, en ligne et radio) et conférencier universitaire dans la bande de Gaza. C'est aussi un ancien traducteur d'anglais et rédacteur en chef du Centre de Presse Internationale du Service d'Information Palestinien basé à Gaza. Son courriel : rami_almeghari@hotmail.com.

